

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 566 - 10 Septembre 1992 - Prix 2,50 F

SOMMAIRE

• SOUSCRIPTION	2	• FÊTE DE L'HUMANITE	6-7
• SENATORIALE			
• PÊCHE			
<hr/>		• ENSEIGNEMENT	8
• LES DROITS DE L'ENFANCE	3	• ESPACE D'ESPOIRS	

POUR UN NON DE GAUCHE A MAASTRICHT

A une semaine du scrutin, tout indique que rien n'est joué, la possibilité d'une victoire du NON est devenue envisagée.

Face aux inquiétudes légitimes qui s'expriment, au-delà des appartenances politiques ou syndicales, les partisans du OUI s'en tiennent à des généralités et tentent d'en cacher les véritables conséquences.

Nous savons, par exemple, qu'il existe une enquête INSEE, selon laquelle l'application du Traité aurait pour effet d'aggraver de façon brutale et importante le chômage. Nous exigeons sa publication.

GISCARD, MITTERRAND, GUICHARD et PERIGOT assurent qu'avec Maastricht nous serons plus compétitifs face aux Etats-Unis et plus forts face à l'Allemagne. Comment expliquer alors que les dirigeants américains et le chancelier KOHL font pression pour le OUI ?

A l'insupportable ingérence que constituent ces appels comment ne pas y trouver des raisons de dire NON. D'autant que la CEE, la France continuent de signer des accords, notamment avec les Etats-Unis, qui vont limiter nos capacités de productions aéronautiques civiles avec les conséquences que cela implique pour les entreprises de Nantes et Saint-Nazaire.

Après avoir au nom de cette Europe porté des coups graves à la Navale, au Textile, à l'Agriculture..., c'est aujourd'hui l'aéronautique qui subirait « l'harmonisation européenne ».

Au nom de la libre concurrence revendiquée par le CNPF, ou de la compétitivité économique affirmée par le Traité de Maastricht on s'en prend à EDF-GDF, à la SNCF, à la Poste, aux Hôpitaux, aux statuts, à la protection sociale et à l'emploi.

Les patrons exigent toujours plus de « flexibilité », la remise en cause du rôle de Service Public, des services éducatifs, la réduction de charge des entreprises. Le Traité promet des prescriptions minimum (art. 2), ce qui signifie qu'on tentera de tirer vers le bas les acquis sociaux en France, comme dans les autres pays. François PERIGOT a donc de bonnes raisons de réclamer des droits d'auteurs.

Comment un traité conçu par dix gouvernements de droite, plus deux autres qui en France et en Espagne ne pratiquent pas une politique de gauche, pourrait-il être favorable au progrès social, économique, démocratique ?

Du même coup, la signification de gauche du « NON » des communistes se fait plus évidente.

Tout est là. Ou le « OUI » l'emporte et c'est la poursuite de la politique de droite mise en œuvre par MITTERRAND et demain par la droite. Ou le « NON » triomphe et c'est tout à la fois la possibilité de repousser les plans de la droite et de dégager la perspective d'un rassemblement pour une autre politique pour une autre Europe.

Nous sommes de gauche, nous voulons que l'opposition de gauche à la politique actuelle, à la droite et à l'extrême-droite se renforce. Nous voulons contribuer à réaliser le plus large rassemblement pour changer réellement de politique pour la France et pour l'Europe.

Les Communistes relèvent le défi. En mettant toutes leurs forces au service des gens : car avoir un emploi stable, un salaire décent, une bonne protection sociale... c'est cela l'enjeu de la victoire du NON à Maastricht.

Jean-René TEILLANT
Membre du Secrétariat Fédéral

LE « NON PORTEUR D'ESPOIR »

Le comité central du PCF souligne
la situation exceptionnelle créée par
la dynamique du « non »
malgré le déchaînement des partisans du « oui ».
Le rejet du traité de Maastricht se conjugue
avec le rejet de la politique du pouvoir
et de toutes les manœuvres politiciennes

* *

Le Parti communiste français appelle ses militants
à amplifier leur campagne en faveur du « non »
porteur d'espoir pour la justice sociale, pour
une construction européenne neuve et pour
des perspectives politiques inédites en France

* *

Le Comité central dénonce le matraquage des médias
contre le « non » et, en particulier la censure
qui frappe les communistes.

* *

Le rendez-vous de la Fête de l'Humanité
en acquiert d'autant plus d'importance.

LE « NON » SUR LES ONDES

Un dirigeant de Loire-Atlantique du P.C.F. sera sur les ondes de RADIO-FRANCE
LOIRE-OCEAN lundi 14 septembre à 18 h 30 - NANTES 101,8 MHz ; ST NAZAIRE
88,1 ; CHATEAUBRIANT 92,4 ; LA ROCHE-SUR-YON 93,2.

POUR FAIRE GAGNER LE NON DE GAUCHE SOUSCRIVEZ

La campagne pour le NON à MAASTRICHT au référendum est dans la dernière ligne droite. Les communistes sont pleinement engagés dans cette bataille car il y va des intérêts de notre peuple, des salariés de notre pays. Le Parti Communiste Français y met toutes ses forces pour que le NON ouvre de nouvelles perspectives à une Europe de justice sociale, de libertés, de paix, à une Europe des travailleurs. En tant que parti politique, il est le seul à mener cette bataille.

Alors que les tenants du OUI, du P.S. à la droite, disposent de gros moyens, sans oublier les médias, notre parti supporte tous les frais de cette bataille qui peuvent être comparés à ceux d'une élection et ne disposera d'aucun moyen propre à toute campagne officielle.

La Fédération de Loire-Atlantique du P.C.F. lance donc un appel à toutes celles et à tous ceux qui s'apprentent à donner au NON de GAUCHE toute la force nécessaire pour mettre en échec la politique de ceux qui, du P.S. à la droite, ne rêvent qu'à aggraver avec MAASTRICHT, la situation de millions de salariés, de jeunes, de chômeurs, de retraités, pour donner au seul parti porteur des valeurs de gauche les moyens de faire gagner le NON.

Versez, faites verser à la souscription nationale du P.C.F. pour financer la campagne du NON de GAUCHE à MAASTRICHT.

Yann VINCE
Trésorier fédéral du P.C.F.

SOUSCRIPTION EN FAVEUR
DU « NON » DU PCF AU TRAITE
DE MAASTRICHT

Je
Verse

Nom : Prénom :

Adresse :

Somme Versée :

à l'ordre de Gilles Bontemps
CCP N° 4400-47 W NANTES - 41, rue des Olivettes
44000 NANTES

27 SEPTEMBRE - ELECTIONS SENATORIALES Jean-Louis LECORRE conduira la liste présentée par le P.C.F.

Jean-Louis LECORRE, Maire de Trignac ; Claude CONSTANT, Maire-adjoint de Nantes ; Marc JUSTY, Maire de St-Joachim, Président de l'ADECR, Mireille ROCHER, conseillère municipale de Saint-Nazaire, Jacques GUILBAUD, Maire-adjoint de Rezé.

Le dimanche 27 septembre prochain, nous allons élire les Sénateurs en Loire-Atlantique.

Comme la Chambre des Députés avec laquelle il forme le Parlement, le SENAT, grand Conseil des Communes de France, a pour mission de contrôler l'action du Gouvernement, de discuter et de voter toutes les Lois. Ainsi, le rôle imparti au Sénat par la Constitution est très important. Il est même, à bien des égards décisif, puisque la moitié des propositions sénatoriales de modification des textes sont en définitive retenues.

Dans le contexte actuel marqué la dégradation de la situation économique et sociale et par des difficultés grandissantes pour nos communes, le scrutin du 27 septembre revêt une grande importance.

Cette année, en Loire-Atlantique, le P.C.F. présente sa propre liste conduite par notre camarade Jean-Louis LECORRE Maire de Trignac. Cette liste sera celle de l'opposition à la politique consensuelle de casse et de chômage menée par le P.S. et la Droite.

Ce scrutin sera donc l'occasion pour les délégués des Conseils Municipaux d'exprimer par leur vote, le mécontentement et

l'inquiétude de nos concitoyens, face aux décisions et projets mettant en cause l'avenir de nos communes. La liste de Rassemblement présentée par le P.C.F., est composée d'élus intègres et ouverts, capables et résolus à défendre les intérêts de la population et du monde du travail, à la ville comme à la campagne, ainsi que des collectivités locales.

Malgré une loi électorale très défavorable qui prive les élus communistes et républicains de la représentation qui devrait être la sienne et favorise au sein du Sénat le maintien d'une majorité conservatrice, les 16 sénateurs communistes et apparentés, sont reconnus comme la 1^{re} force de proposition de la Haute Assemblée.

Sachons que depuis 1984, les 16 sénateurs communistes et apparentés ont déposé 234 propositions de loi sur de nombreux problèmes. Lors de la dernière session parlementaire du printemps, le Groupe Communiste a déposé à lui seul autant d'amendements que l'ensemble des autres groupes sénatoriaux réunis.

C'est dans ces conditions que nous nous efforçons de défendre l'indépendance et la SOUVERAINETE NATIONALE, le

progrès économique et social, la démocratie. C'est en ce sens que nous nous opposons au Traité de MAASTRICHT, en nous prononçant pour une Europe de la Démocratie, de la Justice d'où notre combat résolu contre les réformes de la P.A.C. et de l'Administration Territoriale de la République.

C'est en ce sens que nous proposons la mise en oeuvre d'un autre politique économique et sociale axée sur la CREATION D'EMPLOIS, d'une réforme conséquente de la fiscalité locale, d'une politique nouvelle de l'aménagement du territoire afin de valoriser les atouts de nos régions et de nos départements en maintenant le monde rural et en développant les Services Publics (transports, postes, écoles, hôpitaux, etc...).

Le bilan d'activité de nos élus-candidats et des Sénateurs communistes est assez riche et conséquent pour que les représentants des Conseils Municipaux puissent faire confiance à notre liste qui peut rassembler bien au-delà de nos élus Membres de l'Association départementale des élus communistes et républicains (ADECR).

Marc JUSTY
Président de l'ADECR 44
Maire de Saint-Joachim

PÊCHE LE SABORDAGE DE NOTRE FLOTTE CONTINUE

Peu à peu, grâce à la mise en place de plans successifs, tel celui de Mellick, la pêche artisanale disparaît. Devant l'inquiétude des professionnels de la pêche, l'ancien ministre Claude Evin fait l'ignorant et demande au secrétaire d'Etat à la mer de... les rassurer.

La pêche artisanale s'efface au bénéfice des gros tonnages armés de filets, dont on reconnaît bien pourtant par ailleurs, combien ils peuvent porter préjudice aux fonds marins et à l'environnement. Et c'est quand même cet argument de défense de l'environnement qu'utilise le gouvernement pour justifier les décisions des instances européennes.

Celles-ci veulent encore réduire de 27 % notre flotte de pêche, alors que la France importe pour 11 milliards de produits de la mer. En un an mille bateaux ont disparu sur décision de l'Europe et le budget de la mer est en régression

depuis 15 ans. Actuellement l'on peut constater que les nouvelles décisions empêchent les jeunes d'armer un navire et conduisent ainsi à la disparition du métier.

Les projets européens mettent en cause également les Prud'homies, structures paritaires spécifiques à la Méditerranée, qui organisent et surveillent les pêches. Alors que les pratiques frauduleuses se développent avec la présence de navires non immatriculés qui pillent les fonds marins, l'annonce pour 1993 de la disparition des postes occupés par la prud'homie dans les ports de pêche, ne peut qu'autoriser et favoriser le développement de telles pratiques.



Actuellement la commission de Bruxelles discute d'un nouveau plan d'orientation qui projette de nouvelles coupes. Alerté par les professionnels

de la pêche, l'ancien ministre, Claude Evin, fait l'ignorant et demande, candidement à Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer, « d'apporter des éléments de réponse capables de rassurer ».

On pourrait en rire si le sujet n'était aussi grave.

DONNER A L'ENFANT LE DROIT ET LES MOYENS DE VIVRE

Les conditions réservées aux enfants sont un enjeu primordial pour l'avenir de notre société.

L'avenir de milliers d'enfants compromis

La France a ratifié la déclaration universelle des Droits de l'Enfant élaborée par l'ONU. Mais les droits proclamés à l'enfant restent illusoire, sans ressources correctes pour la famille, sans moyens pour l'école, la santé, la formation, l'accès à la culture, sans que les parents puissent mener à bien leur tâche : élever et éduquer leurs enfants dans une société de justice et d'égalité.

La société à plusieurs vitesses qui se met en place n'épargne pas les enfants : il faut habituer une partie d'entre eux à être dès leur plus jeune âge les laissés pour compte de cette société. Les difficultés à vivre deviennent un phénomène massif et la dégradation est rapide notamment dans les cités populaires.

Les inscriptions dans les cantines, les colonies de vacances, les centres aérés sont en régression, les enfants qui viennent à l'école avec des chaussures trop petites, ceux qui ne connaissent pas le goût du fromage alors que dans les campagnes les paysans sont obligés d'en jeter, la drogue qui touche des enfants de plus en plus jeunes.

Pourtant nous avons d'importants acquis sociaux

Grâce aux luttes et avec l'apport des communistes, d'importants acquis sociaux ont été obtenus qui ont permis d'assurer les besoins élémentaires à la croissance de l'enfant et de participer à la réduction des inégalités : ainsi le système de

prestations familiales est l'un des plus importants du monde, la protection maternelle et infantile qui a apporté des progrès considérables pour la santé de la mère et de l'enfant, la santé scolaire, le développement de l'école maternelle...

Mais aujourd'hui, dans le cadre de l'Europe, tout ce qui n'est pas directement rentable doit être cassé. C'est pourquoi tous ces domaines font l'objet d'une attaque généralisée.

Les prestations familiales ont perdu 30 % de leur pouvoir d'achat en 10 ans, réduction des moyens pour la PMI, et la santé scolaire, l'école maternelle menacée.

Le traité de Maastricht : un danger pour nos acquis

Toutes ces attaques sont en cohérence avec le traité de Maastricht qui consiste à niveler la politique sociale vers le bas. On en a eu la démonstration avec la scandaleuse directive sur le travail des enfants et celle sur le travail de nuit pour les femmes. L'exemple de l'école maternelle est éloquent à cet égard.

La qualité de l'école maternelle française est unanimement reconnue et même enviée dans le monde entier

Un rapport du ministère de l'Education vient de confirmer l'intérêt de la scolarisation dès 2 ans à l'école maternelle : en arrivant au CP un enfant entré à 2 ans en maternelle a en moyenne un niveau global supérieur de 4,2 % à un enfant entré à 3 ans

Pourtant faute de moyens en locaux et en enseignants, le taux des enfants de 2 ans accueillis en maternelle est en constante régression.

Parmi les enfants de 2 à 3 ans, moins d'1 sur 3 peut être scolarisé en maternelle. Les chiffres sont encore en-deça pour la ville de Nantes.

D'ailleurs la Caisse Nationale d'Allocations Familiales vient de publier un article intitulé : quelle politique sociale pour l'Europe ? Il est dit clairement que l'objectif poursuivi n'est pas de hisser l'accueil des enfants

européens au niveau de l'école maternelle mais de le réduire à un niveau beaucoup plus faible fondé sur le paiement des familles érigé en principe.

En Allemagne par exemple, une contribution est demandée aux parents pour l'accès aux jardins d'enfants.

La politique européenne est claire :

- prendre prétexte de l'égalité apparente entre les hommes et les femmes pour remettre en cause les congés de maternité et toutes les mesures spécifiques en faveur de la femme,

- procéder à un désengagement de l'Etat avec transfert des charges aux familles pour l'accueil des petits enfants.

Ce nivellement par le bas au nom de l'Europe, que vise à renforcer encore le traité de Maastricht est lourd de danger pour les familles françaises.

Les communistes français ne se résignent pas à la remise en cause des acquis sociaux de notre peuple.

Ils disent NON ! à cette Europe de nivellement par le bas.

NON au traité de Maastricht.



CPAM NANTES - LA CGT ET LE DROIT SYNDICAL

À une époque en France où les attentes aux libertés syndicales sont multiples (licenciement d'élus, militants trainés devant les tribunaux, déroulements de carrière bloqués, etc...), certains patrons tiennent un langage différent et proclament la nécessité de syndicats forts dans les entreprises. A la C.P.A.M. de Nantes, tel est le cas.

Ainsi, le Directeur a proposé aux organisations syndicales une négociation sur le droit syndical.

Sans se faire d'illusion sur les intentions réelles, le syndicat

C.G.T. est prêt à relever le défi.

Il va donc déposer un cahier de revendications près de la direction reprenant tous les aspects de ce vaste sujet.

1) Des heures de délégation suffisantes permettant aux élus et mandatés d'être à l'écoute des revendications du personnel, d'étudier les dossiers, de permettre aux syndicats de fonctionner et de participer à la vie des instances (Union Locale, Départementale, Fédération).

2) Des droits pour les syndiqués et les salariés. La C.G.T. revendique 1 heure d'informa-

tion mensuelle sur le temps de travail.

Des moyens. Si la C.G.T. refuse des mesures tendant à intégrer les syndicats aux objectifs patronaux (chèque syndical par exemple), elle demande des moyens matériels (locaux, photocopieurs, téléphones, fournitures).

4) Enfin, la C.G.T. revendique une prise en compte de la situa-

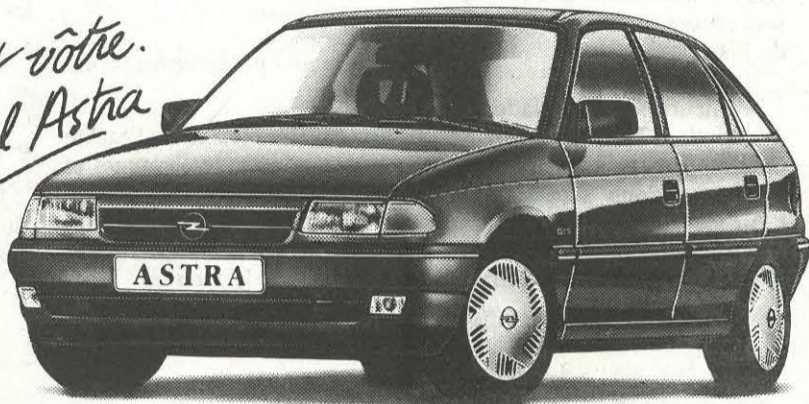
tion professionnelle des militants (charge de travail, déroulement de carrière, reprise à temps plein).

Afin de faire aboutir ces revendications, le syndicat C.G.T. s'est adressé aux autres organisations afin d'adopter une démarche commune face à la direction.

L'AUTO

Imaginez la voiture idéale. Imaginez de nouvelles sensations de conduite.

Fidèlement votre.
Opel Astra



O P E L A S T R A



Système de Suspension Dynamique, direction assistée. L'Astra vous donne beaucoup plus que n'importe quelle voiture de sa catégorie. Un nouveau confort : Intérieur ergonomique et Micro-Filtre Anti-Particules. Une nouvelle sécurité : Système de Ceintures de Sécurité Actives et Renforts Latéraux de Sécurité. Un meilleur respect de l'environnement : catalyseurs et matériaux recyclables. Et de meilleures performances ; gamme complète de motorisations : essence à injection électronique multi-point, Diesel et prochainement turbo Diesel.

3615 OPEL

Opel. Faites-vous une idée neuve.



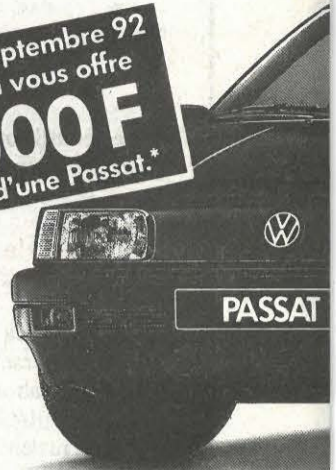
S.A. BODET Atelier et SAV : 299, rte de la Côte d'Amour - 44600 ST-NAZAIRE
concessionnaire exclusif Face à RALLYE - Tél. 40.00.98.00

50 en ville: la nuit meurtrière

1^{er} décembre 1990. La France descend de 60 à 50 km/h, la vitesse maxi autorisée en agglomération. Aujourd'hui, les chiffres publiés par le ministère des Transports prouvent l'efficacité de la mesure. Depuis que nous avons le pied plus léger sur l'accélérateur, le nombre des tués et blessés graves est en baisse de 20%. Autrement dit, 600 personnes ont eu la vie sauve en 1991 en ville. Toutefois, l'efficacité du 50 en ville n'est pas encore totale, tant s'en faut. Le problème de la vitesse excessive reste entier la nuit où le nombre de tués est en régression de 6%, contre 14% la journée. Révélateur: sur les 3 200 personnes qui ont trouvé la mort en ville dans des accidents l'an dernier, 1 000 sont décédées de nuit. Dont une centaine -seulement- à Paris, boulevard périphérique compris. Question d'embouteillages, sans doute.

Pourquoi tout n'ont pas com

Jusqu'au 15 septembre 92
Volkswagen vous offre
10.000 F
sur l'achat d'une Passat.*



*Offre réservée aux particuliers pour l'achat de toute Passat neuve, disponible sur site sera soustrait du prix client TTC en vigueur au 01/07/92. Réduction non cumulable avec les modalités de paiement ou l'équipement du véhicule concerné.

Pourquoi tout n'a pas é

SA GARA

60, rue de la Ville-Halluard

V.A.G SERVICE MOBI

Ce service inclut:

- Le dépannage-remorquage 24h sur 24
- En cas d'incident mécanique, il vous suffit de téléphoner gratuitement au 05.00.24.24, où un service spécialisé se tient, de jour

comme de nuit, à votre écoute.

Dès réception de votre appel, nous venons alors dépanner d'urgence votre véhicule. Si le dépannage ne peut pas être effectué sur place, nous remorquons votre véhicule jusqu'à la concession V.A.G. la plus proche.

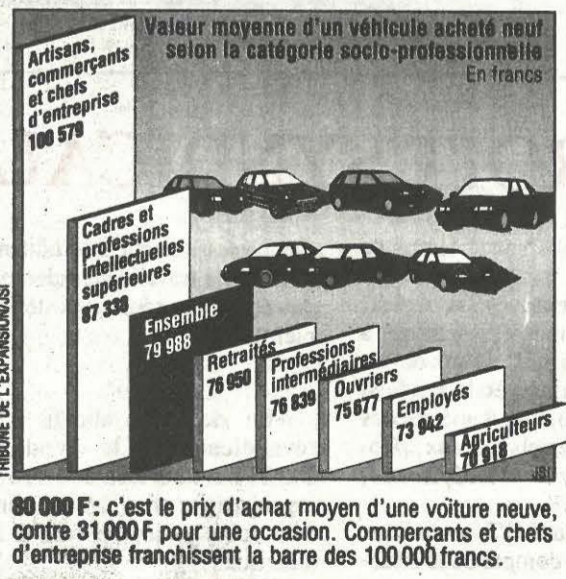
La mise à disposition d'un véhicule de remplacement

Lorsque la réparation votre véhicule ne peut être effectuée dans les 3 jours, nous mettons à votre disposition un véhicule de remplacement, à compter de 2 jours et 160

1 800 F par mois pour l'auto...

Ce sont les Français qui dépensent le plus pour leur voiture avec les Danois et les Portugais. Et ils sont de plus en plus "accros" à l'auto. Plus de trois ménages sur quatre possèdent, en effet, une voiture. Ces chiffres, tirés d'une récente étude de l'INSEE, confirment ce que l'on savait déjà: la voiture est un plaisir et un besoin qui coûtent cher mais pour laquelle les Français sont prêts à faire des sacrifices. Alors que le

salairé moyen en France est d'environ 7 000 F, notre voiture nous coûte approximativement 1 800 F par mois. Le prix d'achat d'une voiture achetée neuve s'élève en moyenne à 80 000 F, soit sept mois de revenus contre cinq mois et demi en 1980. Plus que la puissance, c'est le nombre de voitures par ménage qui reflète les différences sociales. Plus de la moitié des cadres et professions libérales en ont au moins deux.



LE PRIX DE VOTRE VIGNETTE

1 à 4	5 à 7	8/9	10/11	12/14	15/16	17/18	19/20	21/22	23 et +
244	464	1098	1358	2408	2946	3612	5404	8120	12194

NB: pour les voitures de 5 à 20 ans, divisez les prix indiqués ci-dessus par deux. De 20 à 25 ans vous acquitterez 40 % du prix de la plus petite vignette. Vignette gratuite au-delà de 25 ans.

Skoda France ressuscite depuis son rachat par VAG. Après la scission d'avec le réseau Poch, le constructeur tchécoslovaque a réorganisé sa gamme autour de la Favorit 5 portes et du break. On attend en 93, sur la même base, la sortie d'un pick-up et d'un break tôle.

FUITE DEVANT UN MUR
Le délit de fuite ne concerne pas seulement les accidents survenant entre voitures. Un automobiliste endommage un muret de jardin et s'en va sans laisser ses coordonnées. L'affaire, portée jusque devant la Cour de cassation, se solde par un jugement à l'encontre du conducteur.

SARL COQUEN ERIC CASSE AUTO

Dépannage - Remorquage

ACHATS - VENTES
Véhicules accidentés
Pièces détachées
Toutes marques

LA NOE D'ARMANGEOT
44600 SAINT NAZAIRE

☎ 40 66 13 36 (Direction Trefféac)



SALO FOI

à partir de
54 200 F*



Fiesta Fun 1100 injection 3 portes. Tarif au 15/07/92. A.M. 93.

Nouvelle Fiesta Fun
Voire 1^{er} pas

Moteurs 1100 injection essence et 1
Catalyseur (version essence) - Boîte 5
2 rétroviseurs extérieurs réglables de l'intérieur
Banquette arrière rabattable - Pne
Vitres arrière entrouvrables sur les 3 portes -
Les nouvelles Fiesta 93 ont dé

es vos vacances
mencé en Passat ?



ck entre le 15 juillet et le 15 septembre 92. Le montant de la réduction de 10000 F TTC
vec toute autre offre préférentielle que cette dernière concerne par exemple le prix,
odèle présenté : Passat GL 115 ch / 85 kW jantes alliage en options.



été conçu comme la Passat ?

GE MOISON

SAINT-NAZAIRE - Tél. 40.22.30.30

Le Diesel pollue moins

Les voitures à essence, même catalysées, seraient plus polluantes que les Diesel. C'est ce qui ressort d'une étude réalisée, en collaboration avec l'UTAC, par J.-F. Cayot, patron de Lucas Diesel. Exception faite des émissions de particules (imbrûlés qui s'échappent du pot sous forme de poussière ou de suie), le Diesel serait moins nocif pour ce qui est de la diffusion de matières polluantes dans l'atmosphère. Ce constat serait particulièrement flagrant en ville où sont effectués de nombreux démarrages à froid.

RENAULT PLANE

Meilleur volume de ventes en Europe depuis 12 ans, meilleure pénétration en France depuis 5 ans. Une nouvelle 19 qui confirme, deux mois après son lancement, sa seconde place du marché derrière la Clio. Et la Safrane qui occupe d'ores et déjà (avec 1,2% des ventes) la première place du segment haut de gamme. Renault, ça va fort.

5000^{F* TTC}

DE REPRISE MINIMUM



de votre véhicule pour l'achat d'une Clio
ou d'une SuperCinq neuve, essence ou diesel.
OFFRE VALABLE JUSQU'AU 30.09.92

* Offre exceptionnelle réservée aux particuliers possesseurs de leur véhicule depuis au moins 6 mois.

RENAULT SAINT-NAZAIRE
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ÉTOILE

Voie Express Pornichet. Tél. 40.70.35.07



RENAULT

LITE

• L'hébergement

Si la remise en état de votre véhicule ne peut être effectuée le jour même, et que vous vous trouvez dans un rayon supérieur à 100 km de votre domicile, nous vous proposons une solution alternative : vous rembourser les frais d'hôtel, à concurrence de 2 nuits et 250 F par chambre et par nuit.

• Le VW Transporter a été élu par un jury européen « Van de l'année 1992 » devant le Ford Transit et le Renault Express. Le Lauréat a été choisi pour son design et ses multiples emplois possibles.

Pour mémoire

Nombre de tués sur les routes (1990)
France 10 289
Grande-Bretagne 5 104
Allemagne (RFA) 7 906

Nombre de voitures en circulation
France 23,5 millions
Grande-Bretagne 20 millions
Allemagne (RFA) 30,5 millions

Kilométrage annuel moyen par automobiliste
France 13 700
Grande-Bretagne 16 700
Allemagne (RFA) 14 500

Date d'entrée en vigueur du permis à points
France juillet 92
Grande-Bretagne novembre 82
Allemagne (RFA) janvier 74

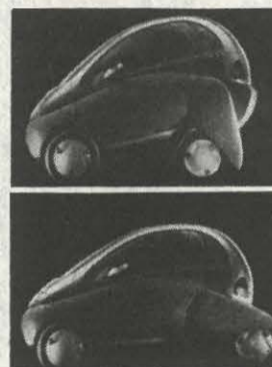
L'avenir de la voiture électrique

Cher à l'achat, pas à l'usage

Le but de Peugeot SA, comme de Renault, est de produire une voiture électrique au prix du modèle équivalent à moteur thermique. Les batteries, très chères (on parle de 30 000 F) pour la Zoom ou la Citela, pouvant bénéficier d'un système de location. Une fois ces dépenses faites (plus éventuellement le prix du chargeur s'il n'est pas incorporé

d'origine au véhicule), le prix de revient kilométrique est très bas. L'usure mécanique est faible (un moteur électrique peut parcourir 1 million de kilomètres) et l'entretien pratiquement nul. Quant au courant, EDF est décidée à favoriser les recharges de nuit et pourrait concéder de très bas tarifs (la TVA sur l'électricité étant par ailleurs récupérable par les entreprises). A l'heure actuelle, pour un prix moyen du

de 0,40 F, la consommation moyenne de la Zoom étant de 13,3 kW aux 100 km, la dépense serait de 5,3 F aux 100 km. Une petite AX Diesel, par exemple, consommant 5 l aux 100 dans les mêmes conditions, revient à 17,5 F aux 100 km. Le rapport est d'environ 1 à 3 en faveur de la voiture électrique. Ce rapport passant de 1 à 5 par rapport à une petite voiture à essence!



Comparatif entre les permis français, anglais et allemand

	FRANCE	GRANDE-BRETAGNE	ALLEMAGNE
Capital de points initial	6	12	18
Infraction		Nombre de points retirés	
Alcool au volant (+ de 0,8 g/l)	3*	permis supprimé	
Refus de se soumettre au dépistage d'alcoolémie	3	-	4 à 7
Refus d'obtempérer	3	-	-
Délit de fuite	3	-	7
Homicide ou blessures involontaires graves	3	4 à 11	4 à 7
Fausse plaques	3	-	-
Conduite sans permis	3	3 à 6	6
Gros excès de vitesse**	2	3	4 à 7
Non respect de stop, feu rouge, ou priorité	2	3	3 à 7
Franchissement / chevauchement de ligne continue	2	3	-
Accélération en vue d'empêcher un dépassement	2	-	-
Arrêt ou stationnement dangereux	2	3	3
Circulation en sens interdit	2	-	7
Manœuvres interdites sur autoroute	2	3	7
Petit excès de vitesse**	1	3	1 à 3
Maintien injustifié des feux de brouillard	1	-	-
Conduite dangereuse	-	3 à 11	-
Pneus défectueux	-	3	3
Freins / direction défectueux, surnombre de passagers	-	3	3 ou 7
Oubli de porter lunettes ou lentilles	-	2	-
Défaut d'assurance	-	6 à 8	6
Modalité de retrait des points	automatique	selon décision judiciaire	selon barème
Stage de recyclage	oui	non	oui
Épuisement total des points	suppression du permis: 6 mois	suspension du permis: durée selon jugement	suppression éventuelle selon jugement
Nécessité de repasser le permis après épuisement des points	oui	non	oui
Reconstitution du capital points	3 ans sans infraction	3 ou 5 ans sans infraction	2 ou 5 ans sans infraction

*En rouge: les retraits de points supprimant de 50% ou plus le capital initial. **Petit excès si inférieur à 30 km/h lorsque la limitation est de 130 km/h et à 20 km/h si la limitation est à moins de 130 km/h; gros excès dans le cas contraire.



Jusqu'au
23
Septembre



Chez :

FORD/ST-NAZAIRE

79, route de la Côte d'Amour

Tél. 40.70.44.10

• catalysée
• sion.

800 Diesel dépollués
vitesses - Vitres teintées
ur - Lave essuie-glace arrière
us larges taille basse
Passion du choix : 3 ou 5 portes
à un moteur propre.

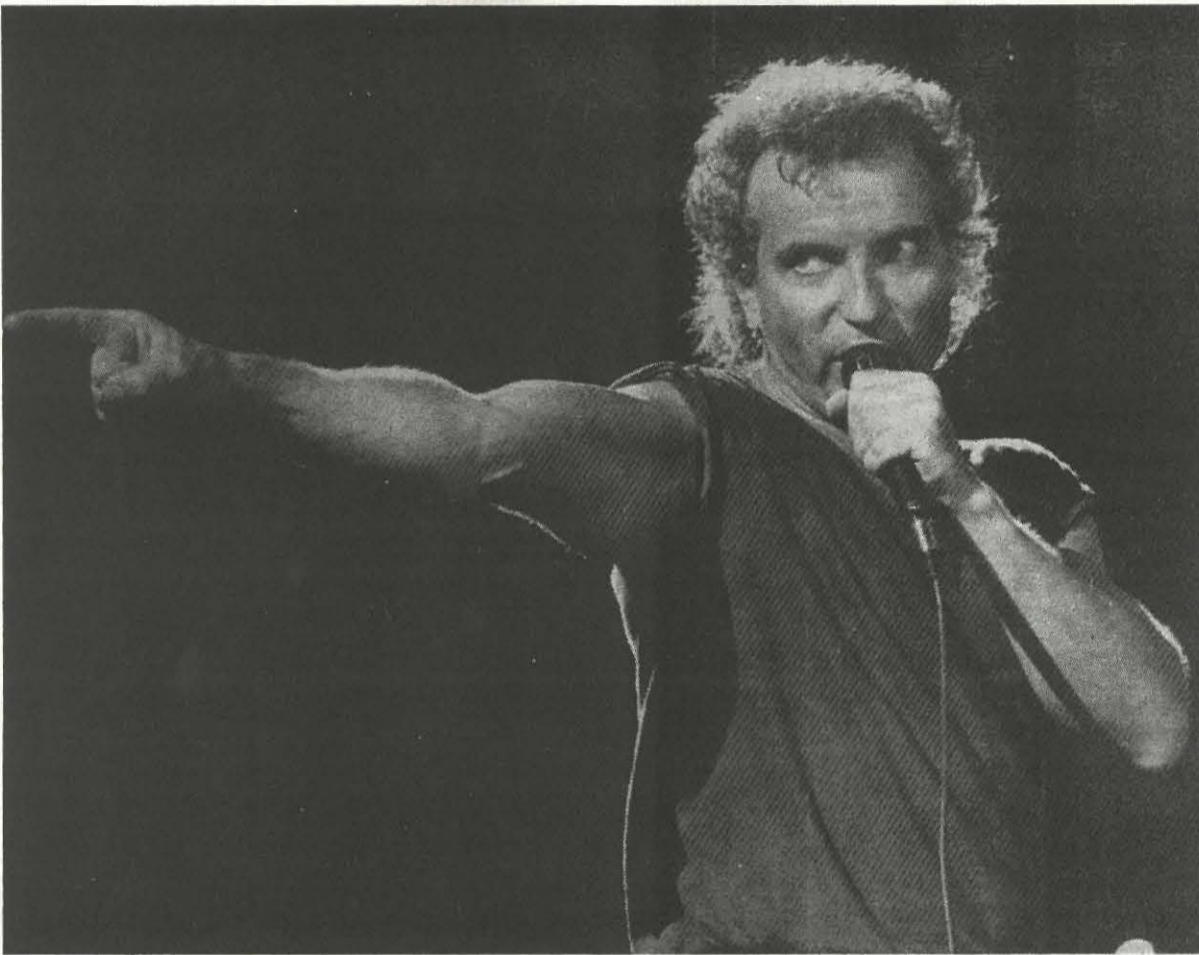


LA QUALITÉ QUE VOUS RECHERCHÉZ

FETE DE L'HUMANITE

Les 11, 12 et 13 septembre à La Courneuve

LA FETE



Bernard Lavilliers. (Grande scène, dimanche, 17h30.)

**HUIT JOURS AVANT
LE REFERENDUM POUR
S'INFORMER, DIALOGUER
SE FAIRE ENTENDRE**

DIMANCHE, A 16 HEURES :
grand meeting sur la scène centrale avec Pierre Zarka

L'« Humanité Dimanche » consacre trois numéros spéciaux
aux raisons de dire « non » à Maastricht

AU MENU DU STAND DE LOIRE-ATLANTIQUE

- Le super-plateau de fruits de mer composé d'huîtres, langoustines, palourdes, bigorneaux, crevettes et crabes.

- La soupe de poissons, les maquereaux grillés, les moules marinières, les huîtres, les crabes mayonnaise, la sole meunière.

- Et le tout arrosé de Gamay, Muscadet et Gros Plan du pays nantais.

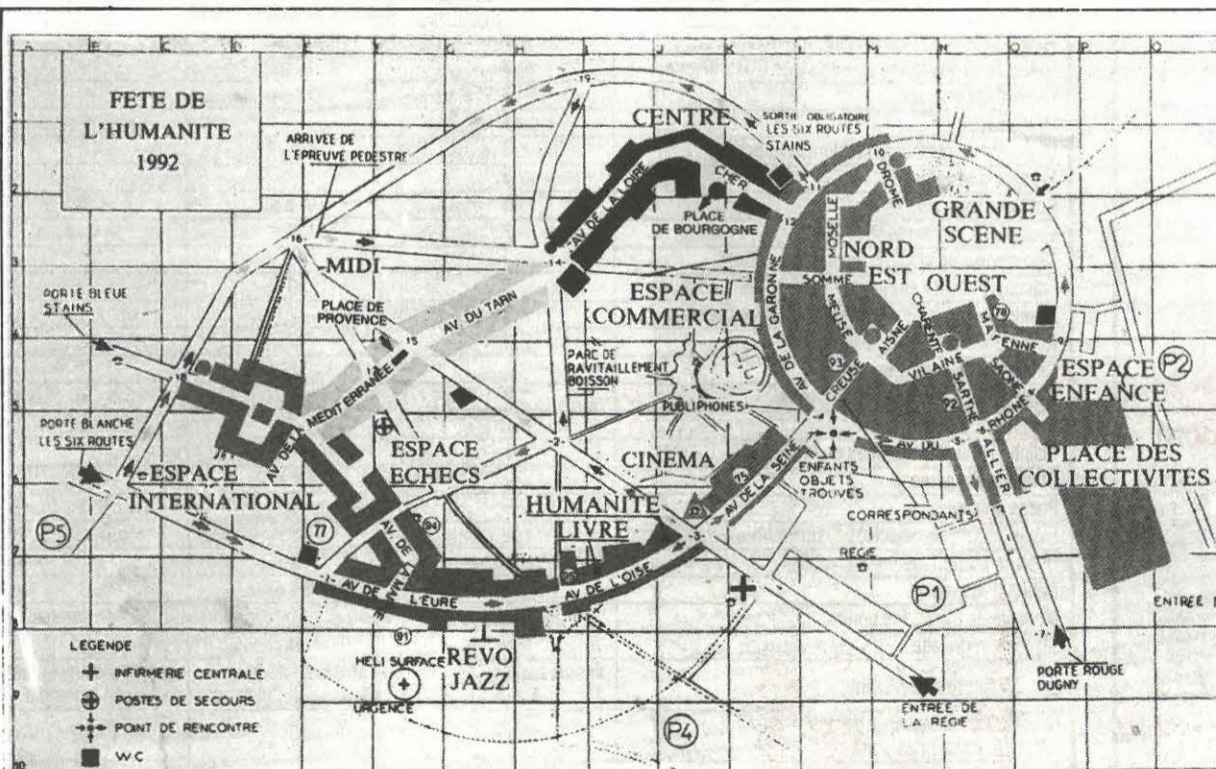
GRANDE SCENE

Vendredi soir
19 h 00 - 20 h 15 : John Trudell.
20 h 30 - 22 h 00 : Calvin Russel.
22 h 30 - 0 h 00 : Ray Barretto.

Samedi
15 h 00 - 16 h 10 : Kent.
16 h 40 - 17 h 50 : MC Solaar.
18 h 20 - 19 h 30 : F.F.F.

Dimanche
13 h 30 - 14 h 30 : Carole Laure.
14 h 45 - 15 h 45 : Chorale de Lubat.
16 h 00 : Meeting avec Pierre Zarka.
17 h 30 - 19 h 00 : Lavilliers.

20 h 40 : « Rossinissimo » par l'Orchestre national de chambre de Toulouse.



Plan de la Fête. Le stand de la Fédération de Loire-Atlantique est situé : avenue de la Meuse.

POUR SE RENDRE A PARIS

INSCRIPTIONS

- Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français
41, rue des Olivettes - 44000 NANTES
Tél. 40.89.72.28
Section de Saint-Nazaire du Parti Communiste Français
18, rue des Halles - 44600 Saint-Nazaire
Tél. 40.66.08.48

LES TARIFS

- Départs de Nantes et de Saint-Nazaire
Aller-retour : 200 Francs
Aller ou retour simple : 100 Francs.

LES HORAIRES

1^{er} Autocar :
- Saint-Nazaire : vendredi 11 septembre à 23 h devant le siège de la section du PCF - 18, rue des Halles.
Nantes : vendredi 11 septembre à minuit devant le siège de la Fédération du PCF - 41, rue des Olivettes.
2^e Autocar :
- Saint-Nazaire : Dimanche 13 septembre à 4 h section du PCF.
- Nantes : Dimanche 13 septembre à 5 h Fédération du PCF

EST A VOUS

ESPACE MIDI

Samedi

16 h 00 : Le Sud ne perd pas le Nord. Forum animé par Aline Paillet sur le thème : « La France et le Sud, quel avenir ? »

Invités : Manuel Vaquez Montalban, écrivain (Espagne) (sous réserve) ; Rachid Boudjedra, écrivain (Algérie) ; Edmond Baudoin, dessinateur BD, Félix-Marcel Castans, poète ; Sylviane Ainaudi, député PCF au Parlement européen.

20 h 00 : Le Sud chante.

Le Polyrythmic (Gironde).
La Squadra de Gênes (Italie).
Benat Achiary (basque).

22 h 30 : « Coeste », spectacle inspiré d'une chronique d'Afrique du Sud de J.-M. Coetsee, mis en scène par Michel Valmer, avec Richard Bohringer.

Dimanche

11 h 00 : Le Sud ne perd pas la boule. Démonstration de pétanque avec les deux équipes finalistes du Mondial de « la Marseillaise ».

13 h 00 : Le Sud marche. Cortège de 300 chateurs vers la grande scène avec la Compagnie Lubat.

14 h 30 : Le Sud plié en deux. « Les Européens », par André Benedetto.

17 h 00 : Le Sud rebelle. Bègles, Sète, Alès : trois villes, trois défaites, trois victoires. Débat.

18 h 30 : Le Sud danse. Concert-bal avec les accordéonistes Marc Perrone et Jo Privat.

Expositions

— Lautrec enfant : 32 sérigraphies inédites, tirées de son cahier d'écolier, proposées par les éditions Del'Arco.
— « La France, les communistes et l'islam », exposition et débat avec Jacques Berque, Bruno Etienne, Roger Garaudy, Bernard Michaux, le père Gilles Couvreur, secrétaire de la commission épiscopale des relations avec l'islam, Francette Lazard.

ESPACE OUEST

« L'humaritime ». Exposition consacrée à la filière pêche. Dégustation de produits de la mer. Chants de marins.

Démonstrations sportives : lutte bretonne, vò-vietnam, aikido, boxe française, trampoline, tir à l'arc et une nouvelle discipline : le qwan ki do.

ESPACE CENTRE

Vendredi

19 h 30 : Fiesta gitane.

Samedi

15 h 30 - 16 h 30 : Furious Jam.
16 h 45 - 17 h 45 : Daddy Yod.
18 h 00 - 19 h 00 : Rachid Taha.
20 h 00 : Jad Wio.

Dimanche

14 h 30 - 15 h 15 : Comic Strip.
15 h 30 - 16 h 30 : Betty Boop.
16 h 45 - 17 h 45 : Leslie.
18 h 00 : Gotainer.

Expositions sur l'agroalimentaire et la gastronomie. Une ferme reconstituée. Débats sur le bon goût (samedi) ; sur la réforme de la PAC, sur la chaîne agroalimentaire (dimanche).

ESPACE INTERNATIONAL

Samedi

12 h 30 : Arts martiaux chinois.

13 h 00 : Jaleo (flamenco).

14 h 00 : Rachid Djibouri.

15 h 00 : Quartet Cello.

16 h 00 : Sara Alexander.

17 h 00 : Café Colombie.

18 h 00 : Noche Blanco.

19 h 00 : Nicolas Peyrac.

20 h 00 : Jacques Yvart.

21 h 00 : Fabienne Thibeault.

22 h 00 : Bonbon tropical.

Dimanche

12 h 00 : Arts martiaux chinois.

13 h 30 : Tremplin jeune.

Candaloupe Island - Fly Fuckers - les Croûtes - Vivian Neil - Yanick Delaunay - les Caméléons (rock) - Vilaine Manière (country).

17 h 00 : Jaleo (flamenco).

18 h 00 : Abdenour Chemlal.

19 h 00 : Quartet Cello.

ESPACE CINEMA

Vendredi

20 h 00 : Avant-première d'un long-métrage.

Samedi

12 h 00 - 13 h 00 : Projection : rire c'est mortel.
13 h 30 - 14 h 30 : Programme : fleur bleue.
15 h 00 - 17 h 00 : Débat : « Spectateurs, l'originalité française ça vous concerne ».
17 h 30 - 19 h 00 : Les gens d'ici.
19 h 30 - 20 h 30 : Programme : les images de l'imaginaire.

Dimanche

12 h 30 - 13 h 30 : Programme : burlesques.
14 h 00 - 16 h 00 : Débat : créateurs, vous sentez-vous européens ?
16 h 30 - 17 h 30 : Programme : cinéma indépendant, cinéma de l'indépendance.
16 h 30 - 17 h 00 : Programme : Je cinématon de Gérard Courant en présence de l'auteur.
18 h 00 - 19 h 30 : Paris rêve-t-il ?

Expositions : « Le Labyrinthe des passions » - Reconstitution d'un studio de cinéma - « L'Histoire truquée du cinéma ».

Animations sportives, culturelles, artistiques et jeux avec de nombreux animateurs spécialisés.

ESPACE ENFANCE

La fête des enfants.

Samedi

15 h 30 - 16 h 15 : Ralph Nataf (conteur).

16 h 15 - 17 h 15 : Nicolas Robert et Olivier Raymond (chanteurs pour enfants).

17 h 15 - 18 h 00 : Ralph Nataf.

Dimanche

15 h 30 - 16 h 15 : Compagnie théâtrale La Girandole : spectacle de clowns.

16 h 15 - 17 h 15 : Danse : ballet de 90 enfants sur le thème d'« Emilie jolie ».

17 h 15 - 18 h 00 : La Girandole.
18 h 00 - 19 h 30 : Gérard Delahaye, chanteur.

VILLAGE DU LIVRE

Vendredi

18 h 30 : Vernissage de l'exposition Aragon.

20 h 30 : Aragon romancier : débat.

Samedi

Ecrire aujourd'hui (débat et rencontres).

14 h 30 : La rentrée littéraire vue par la critique.

15 h 30 : La parole aux écrivains.
17 h 30 : Elles écrivent (approche du fait féminin en littérature).

Dimanche

14 h 00 : L'Amérique latine et sa littérature.

15 h 00 : La philosophie à l'école : quel avenir ?

17 h 30 : Aragon poète (animation).



Richard Gotainer. (Espace centre, dimanche, 18 heures.)



James. (Grande scène, samedi, 20 h 15.)



Carole Laure. (Grande scène, dimanche, 13 h 30.)



Richard Bohringer. (Espace midi, samedi, 22 h 30.)

Exposition centrale
« VIVE LA NATION »
 La nation française
 dans une Europe démocratique,
 solidaire, sociale et pacifique.
**Le « non » de gauche
 à Maastricht**

L'ENSEIGNEMENT SUR LA SELLETTE

Alors que le service public laïque d'enseignement est au bord de l'asphyxie et que la prochaine rentrée risque d'être caractérisée par une nouvelle pénurie d'enseignants et de moyens, le Ministre LANG vient d'accorder généreusement des sommes considérables à l'enseignement privé, entre autres pour se concilier les partis centristes qui font campagne avec les socialistes pour le oui au traité de MAASTRICHT.

L'offensive contre le service public se développe aussi dans le domaine de la formation professionnelle pour lequel, sous couvert d'apprentissage, des milliers de jeunes vont être « confiés » au patronat.

La tentative de recomposition syndicale qui vient de se traduire par l'éclatement de la F.E.N. (exclusion des syndicats du second degré S.N.E.S. et S.N.E.P. et autodissolution du S.N.I. syndicat des instituteurs), correspond au vœu exprimé par Fabius en décembre 1991 de voir se constituer une force syndicale d'appui pour le gouvernement, renonçant à agir pour le « nécessaire » au profit de simples accords sur le « possible ».

De plus en plus nombreux, les enseignants refusent la stratégie syndicale d'accompagnement menée de plus en plus souvent par la direction de la F.E.N. à l'encontre de leurs intérêts et de

leur avis. Les dirigeants de la F.E.N. et du S.N.I. ont cru pouvoir s'en sortir et maintenir le cap par un coup de force et par la scission dans les organisations qui pourtant se voulaient unitaires. Nombreux sont les personnels de l'Education Nationale qui refusent cette stratégie catastrophique pour eux-mêmes, pour les jeunes et le service public. Dans les différentes réunions et congrès qui se tiennent actuellement, s'exprime la volonté d'agir dès la rentrée de façon énergique et unitaire.

A la veille du référendum sur MAASTRICHT, les personnels de l'Education Nationale comprennent chaque jour un peu plus que l'enjeu de la lutte pour le service public devient encore plus important dans le contexte de l'Europe qu'on voudrait leur imposer.

Ainsi, le récent congrès académique du S.N.E.S. réuni à



ANGERS fin juin, a élaboré des propositions pour l'action dès la rentrée dans un cadre unitaire et il a considéré que l'adaptation des politiques d'éducation et de formation qu'impliquerait la mise en œuvre de MAASTRICHT entraînerait à bref délai le sabotage du service public avec ses spécificités, sa qualité et ses principes tels que : financement par l'Etat, diplômes et programmes nationaux délivrés par l'Etat, statuts

des personnels, principe de laïcité.

Le congrès, qui réunissait près d'une centaine de délégués, a estimé que ce serait pour tous les travailleurs un très grave recul que la mise en œuvre de ce traité qui fait place belle à l'économie dite libérale ou de marché et qui réduit la formation à n'être qu'une marchandise soumise aux seuls impératifs de la concurrence et du moindre coût.

LOIRE-ATLANTIQUE, ESPACE D'ESPOIRS ?

(Suite et fin du récit d'Huguette Morinière, à partir de son livre « vivre la peur au ventre »)

Je me glissais entre les draps, loin, le plus loin possible de lui, au risque de tomber, tellement j'étais au bord du lit et j'essayais de m'endormir aussitôt, mais souvent il percevait ma présence dans son sommeil et, au bout de quelques instants, je sentais son bras qui m'attirait vers lui, sa bouche qui cherchait la mienne.

Certes, je l'aimais toujours, mais, plus que jamais, dans ses bras, je ne retrouvais l'abandon heureux de nos premières amours ».

La tragédie prend alors dans un rythme haletant. « Après un quatrième avortement, il y en eut un cinquième, un sixième, un septième, un huitième, un neuvième... » révélant le degré de persécution dont est capable une société bourgeoise hypocrite.

Huguette va de clinique nantaise en clinique nantaise, d'une religieuse qui déclare : « Estimez-vous heureuse d'être soignée » à l'as de la chirurgie, tout content de préserver la possibilité d'autres naissances... Et de fait, quand les gosses ont 7 ans, 9 ans et 11 ans, il fallut accepter Murielle.

Cependant, une autre mère de famille nantaise a « violé la

loi ».

« Lorsque le verdict tomba : un mois de prison sans sursis, et que l'on emmena la malheureuse qui hurlait : « Mes enfants, mes enfants... je ne veux pas pas les laisser ! », il n'y eut, par contre, aucun murmure, ni de désapprobation envers le jugement, ni de pitié pour la pauvre mère. Le lendemain, les journaux nantais faisaient la manchette de la chronique locale, avec un gros titre : « L'avortement, un crime réprimé sans faiblesse par le Tribunal correctionnel de Nantes ! »

Alors, Huguette, élue déléguée du personnel, vit son propre drame avec d'autant plus d'intensité : « Je voyais déjà les gros titres des journaux : UNE RESPONSABLE SYNDICALE C.G.T. EN CORRECTIONNELLE POUR AVORTEMENT CLANDESTIN ! Or, en 1952, il n'était pas question de se confier aux camarades du syndicat, même pas aux femmes. Pourtant, une jeune adhérente, Annie, 20 ans, est déjà bien accrochée pour l'action syndicale. Quand nous discutons sur la nécessité d'engager la C.G.T. dans la bataille pour la

contraception et la liberté de l'avortement, elle est d'accord. Quelques voix commencent à s'élever, timidement, en faveur d'une libéralisation.

Notre vie sexuelle était de plus en plus lamentable !

Je me couchais tellement tard, après m'être acquitté de mes tâches ménagères, qu'il était alors au plus profond de son sommeil. Malgré la fatigue, je n'arrivais pas à m'endormir, cherchant désespérément une solution à mes problèmes, je n'arrivais pas à faire le vide dans mon esprit. Ce n'est qu'au petit matin que je trouvais enfin le sommeil et, lorsqu'à ce moment-là, justement, il manifestait son désir, je répondais par un groupement de fatigue ».

Huguette, notre camarade, vait-elle enfin connaître le répit ? Et bien non ! Pas de rémission, mais la démission, pour avoir simplement voulu, pendant une vingtaine d'années, être femme. Pas de réconfort à sa volonté tenace d'aimer un mari ; de bien éduquer des enfants choisis, de vouloir une vie meilleure pour toutes et tous.

« Pour la première fois, nous allions passer des vacances ensemble. Nous avions loué sur

les bords de Loire. Mon mari pourrait s'adonner à son passe-temps favori : la pêche à la ligne.

Lui, mon mari, ne sais pas encore, mais moi, j'ai pris une décision irrévocable. Ma vie de femme est finie.

Tu n'as pas besoin d'avoir peur, je ne te prendrai pas de force ! Ce n'est pas dans mon tempérament de violer une femme, même si c'est la mienne, surtout si c'est la mienne !... Les choses en restèrent là ».

Huguette a maintenant 34 ans : « Depuis plus de 10 ans, je n'avais pas fait l'amour autrement qu'en rêve ».

Puis arrivent les 40 ans de vie commune, la santé du couple ébranlée de part et d'autre : « nous avions vieilli, voilà tout. Alors, bien sûr il reste la tendresse ».

Amis lecteurs et lectrices, dans un précédent numéro, vous aviez lu le témoignage d'une jeune femme d'aujourd'hui. Vous avez maintenant en situation contrastée ce récit d'une nantaise d'une autre génération, sûre de ses choix, pathétique, elle aussi dans sa quête au bonheur, admirable d'avoir été pleinement une personne humaine.

L'EVENEMENT DE LA RENTREE DANS LE MONDE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION « REVOLUTION DANS L'ECOLE »

N° spécial hors abonnement

4 septembre 92 - 132 pages - 100 francs

Plusieurs personnalités donnent en exclusivité leur point de vue en cette rentrée 1992 :

Pierre BOUTAN, professeur à l'I.U.F.M. de Versailles.

Antoine CASANOVA, historien, dirigeant du P.C.F.

Jean FOUCAMBERT, chercheur à l'I.N.R.P.

Jacques GAILLOT, évêque d'Evreux.

Jean GALLOT, doyen de la Faculté de Rouen, ancien recteur des académies d'Amiens et de Besançon.

Albert JACQUARD, directeur de recherche à l'I.N.E.D.

Jean-Pierre KAHANE, mathématicien

Jean LEFRANC, président de l'Association des Professeurs de Philosophie.

Olivier MEIER, président de l'U.N.E.F.

Jean-Louis ROLLOT, secrétaire général de la Ligue de l'Enseignement.

Georges SNYDERS, pédagogue.

Réservez dès maintenant vos exemplaires : paiement à l'ordre de « Révolution », à envoyer à « L'Ecole et la Nation », 2 place du Colonel Fabien, 75019 PARIS. N° de télécopie : (1) 40.40.13.56.

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS SOLIDARITE SOMALIE

La solidarité du secours populaire pour les populations d'Afrique est une longue tradition (maternités au Burkina-Faso, au Mali, Hôpital en Ethiopie, etc).

Une délégation du secours populaire français revient de visiter des camps de réfugiés somaliens dans le sud de l'Ethiopie : leur détresse est immense.

Aussi un projet d'aide-a-t-il été mis en place et le secours populaire français lance un appel à tous les gens de cœur pour contribuer à sa réalisation.

Les dons (chèques bancaires et postaux) sont reçus au :

Secours populaire français, 13 rue du Maréchal Joffre, 44000 NANTES. Tél. 40.74.48.41 CCP 576 01 U NANTES, ou à nos différents comités.

Indiquer : Solidarité pour les somaliens.

• NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE •
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 Nantes
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAUDEAU
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, M. PRODEAU
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITE : Tél. 40.48.58.38
REDACTION : Tél. 40.89.72.28
TELECOPIE : 40.48.65.78
Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie
85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P.408
85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX